

COUR ADMINISTRATIVE

**Numéros du rôle : 36037Ca,
36038Ca et 36039Ca**

Inscrits le 24 février 2016

Audience publique du 24 mars 2016

**Requête en interprétation introduite par
Monsieur et son épouse,
Madame,
par rapport à trois arrêts de la Cour administrative
du 26 novembre 2015 (n^{os} 36037C, 36038C et 36039C du rôle)
en matière d'impôt sur le revenu**

Vu la requête en interprétation déposée au greffe de la Cour administrative le 24 février 2016 par Maître Jean-Paul NOESEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, ..., demeurant professionnellement à L-... .., ..., et de son épouse, Madame, demeurant à L-... .., ..., par rapport à trois arrêts de la Cour administrative du 26 novembre 2015 (n^{os} 36037C, 36038C et 36039C du rôle) ayant statué sur les trois appels déposés au greffe de la Cour administrative le 6 mars 2015 par Monsieur le délégué du gouvernement Sandro LARUCCIA pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, dirigés contre trois jugements du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 11 février 2015 (n^{os} 33509, 33893 et 33894 du rôle), lesdits arrêts mettant à néant trois décisions du directeur de l'administration des Contributions directes du 17 octobre 2013 ayant rejeté comme non fondées les réclamations introduites par les époux ...-... à l'encontre des bulletins de l'impôt sur le revenu pour les années d'imposition 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011, tout en confirmant le renvoi des affaires en prosécution de cause devant ledit directeur ;

Vu la communication de cette requête à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg par les soins du greffe de la Cour administrative le même jour ;

Vu l'avis de la Cour administrative du 25 février 2016 fixant l'affaire pour plaidoiries à l'audience publique du 17 mars 2016 ;

Vu les trois arrêts du 26 novembre 2015 en cause ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Paul NOESEN et Monsieur le délégué du gouvernement Eric PRALONG en leurs observations à l'audience publique du 17 mars 2016.

Par requête déposée le 22 octobre 2013 au greffe du tribunal administratif (n° 33509 du rôle), Monsieur ... et son épouse, Madame ... , ci-après « *les époux ...* », introduisirent un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2009 à 2011, ainsi que d'une décision du 17 octobre 2013 du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après « *le directeur* », rejetant leurs trois réclamations du 12 avril 2013, telles que dirigées contre lesdits bulletins de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des années 2009 à 2011.

Par requête déposée le 17 janvier 2014 au greffe du tribunal administratif (n° 33893 du rôle), les époux ... introduisirent encore un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2007 et 2008, ainsi que d'une décision du directeur du 17 octobre 2013 rejetant leurs deux réclamations du 12 avril 2013, telles que dirigées contre lesdits bulletins de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des années 2007 et 2008.

Par requête déposée le même jour au greffe du tribunal administratif (n° 33894 du rôle), les époux ... introduisirent finalement un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation des bulletins de l'impôt sur le revenu de l'année 2006, ainsi que d'une décision du directeur du 17 octobre 2013 rejetant leur réclamation du 12 avril 2013, telle que dirigée contre ledit bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2006.

Par trois jugements rendus le 11 février 2015 respectivement dans chacun des trois rôles, le tribunal administratif déclara les recours en réformation irrecevables pour autant que dirigés contre les six bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2006 à 2011, pour le surplus, déclara lesdits recours recevables et fondés pour autant que dirigés contre les trois décisions du directeur du 17 octobre 2013, annula lesdites décisions directoriales et renvoya les trois affaires devant le directeur en prosécution de cause, tout en condamnant l'Etat aux frais des trois instances.

Par trois requêtes déposées au greffe de la Cour administrative le 23 mars 2015 (n^{os} 36037C, 36038C et 36039C du rôle), l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg releva appel des jugements du 11 février 2015 pour en solliciter la réformation dans le sens de voir rejeter les recours en réformation introduits par les époux ... contre les trois décisions du directeur du 17 octobre 2013.

Par trois arrêts rendus en date du 26 novembre 2015, la Cour administrative reçut les trois appels du 23 mars 2015 en la forme, les déclara partiellement justifiés, partant, par réformation des jugements entrepris du 11 février 2015, dit que c'était à tort que le tribunal avait annulé dans leur intégralité les décisions directoriales du 17 octobre 2013 lesquelles étaient à maintenir en ce

qu'elles avaient déclaré les réclamations des époux ...-... recevables, pour le surplus, déclara les appels étatiques non justifiés, partant, mit à néant les trois décisions directoriales en ce qu'elles avaient confirmé les taxations d'office du bureau d'imposition ayant conclu à un bénéfice s'élevant pour l'année d'imposition 2006 à ... € pour l'année d'imposition 2007 à ... € pour l'année d'imposition 2008 à ... € et ayant ajouté un montant de ... € au bénéfice déclaré par les époux ...-... pour chacune des années d'imposition 2009, 2010 et 2011 et en ce qu'elles avaient retenu que les impositions effectuées étaient conformes à la loi, confirma les jugements entrepris du 11 février 2015 pour le surplus, sauf à condamner les époux ...-... aux dépens des premières instances, et condamna l'Etat aux dépens des instances d'appel.

Le 24 février 2016, les époux ...-... ont déposé au greffe de la Cour administrative une requête en interprétation afin de voir, aux termes du dispositif de ladite requête, *« interpréter le dispositif de vos 3 arrêts et dire que la mise à néant des décisions directoriales de confirmation des bulletins d'impôt entraîne ipso facto la mise à néant des bulletins d'imposition attaqués sous peine de vider la décision de toute efficacité pratique »*.

A l'appui de leur requête, ils exposent qu'avant le prononcé des trois arrêts du 26 novembre 2015 mettant à néant les trois décisions du directeur du 17 octobre 2013, l'administration des Contributions avait déjà procédé à l'exécution de ces décisions d'imposition concernant les années d'imposition 2006 à 2011 en pratiquant notamment des sommations à tiers-détenteur sur leurs pensions et en vidant leurs comptes bancaires tant professionnels que privés. Ils font ajouter avoir saisi la Justice de Paix de Luxembourg afin de voir ordonner la mainlevée de la saisie sur les pensions, tout en se proposant d'agir devant les juridictions civiles pour le surplus. D'après les requérants, la partie étatique soutiendrait devant la Justice de Paix que les trois arrêts du 26 novembre 2015 laisseraient entières les impositions émises, au motif que les annulations prononcées ne concerneraient que les trois décisions du directeur et non les bulletins de taxation et d'imposition litigieux qui *« resteraient complètement intacts »* jusqu'à ce que l'administration des Contributions aurait procédé *« un jour »* à de nouvelles impositions. Partant, d'après les requérants, il serait préférable que la Cour administrative interprète elle-même ses propres arrêts plutôt que de laisser le juge de Paix confronté à ce genre d'arguments, ce d'autant plus que l'administration des Contributions n'aurait absolument pas l'intention de refaire l'imposition préférant *« rester assise sur l'argent d'autrui »*.

A l'audience de la Cour administrative du 17 mars 2016, à laquelle l'affaire avait été fixée pour plaidoiries, la partie étatique estime au contraire que les arrêts en cause seraient parfaitement clairs en ce qu'ils ont uniquement mis à néant les trois décisions directoriales tout en laissant subsister les divers bulletins d'imposition qui avaient été visés par lesdites décisions directoriales. Le délégué du gouvernement invoque dans ce contexte le paragraphe 251 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée *« Abgabenordnung »*, en abrégé *« AO »*. Il relève encore que le directeur ne serait de toute façon pas en mesure d'établir à l'heure actuelle les revenus réels des époux ...-... pour les années d'imposition litigieuses à défaut de disposer des pièces déposées au greffe de la Cour administrative dans le cadre des affaires litigieuses ayant été toisées par les trois arrêts du 26 novembre 2015 et qui ont été restituées par la suite aux époux ...-..., ces derniers ne les ayant cependant à ce jour pas continué au directeur afin que ce dernier puisse refaire les impositions litigieuses. Il réclame finalement encore la condamnation des époux ...-... au paiement d'une indemnité de procédure de ... €

La Cour est tout d'abord amenée à constater que la problématique soumise par les époux ...-... a trait à des difficultés d'exécution à la suite des arrêts précités rendus en date du 26 novembre 2015, notamment dans le contexte d'une affaire de saisie sur pensions actuellement pendante devant la Justice de Paix de Luxembourg. Or, abstraction faite qu'une requête en difficultés d'exécution n'est pas prévue par la loi et qu'il n'appartient pas à la Cour respectivement de dire à une administration comment exécuter un arrêt et à une partie comment faire cesser des procédures d'exécution lancées à la suite de bulletins d'imposition provisoirement exécutoires, il se dégage du dispositif de la requête en interprétation que les requérants entendent obtenir, via l'arrêt à intervenir, la confirmation que la mise à néant des décisions directoriales entraînerait également la mise à néant des bulletins d'imposition à leur base.

Or, force est de constater que tant le tribunal administratif, dans ses trois jugements du 11 février 2015 que la Cour administrative par ses trois arrêts du 26 novembre 2015, ont déjà retenu que les recours des époux ...-..., dans la mesure où ils étaient dirigés contre les différents bulletins d'imposition, étaient à déclarer irrecevables au motif qu'un bulletin de l'impôt sur le revenu ne peut être directement déféré au tribunal administratif que si aucune décision directoriale définitive n'est intervenue dans un délai de 6 mois à partir de l'introduction d'une réclamation au sens du paragraphe 228 AO.

Dans ce contexte, c'est encore à juste titre que la partie étatique renvoie au paragraphe 251 AO de la teneur suivante :

« Durch Einlegung eines Rechtsmittels wird die Wirksamkeit des angefochtenen Bescheides nicht gehemmt, insbesondere die Erhebung einer Steuer nicht aufgehalten. Die Behörde, die den Bescheid erlassen hat, kann die Vollstreckung aussetzen, geeignetenfalls gegen Sicherheitsleistung ».

Or, il se dégage clairement des arrêts du 26 novembre 2015 que la Cour a uniquement mis à néant les trois décisions directoriales et que, tel que relevé ci-avant, elle n'a pas pu mettre à néant les différents bulletins d'imposition visés par les diverses réclamations des époux ...-..., bulletins qui, d'après les explications des requérants, non contredites sur ce point par la partie étatique, ont déjà été partiellement exécutés.

Si la Cour constate que les parties respectives sont actuellement en désaccord quant à la possibilité, voire l'opportunité d'exécuter les bulletins d'imposition litigieux à la suite des arrêts rendus en date du 26 novembre 2015, pareille problématique vise, tel que relevé ci-avant, des difficultés d'exécution et ne saurait être résolue dans le cadre d'une requête en interprétation.

Les trois jugements du tribunal administratif du 11 février 2015 ayant été confirmés également dans la mesure du renvoi des trois affaires devant le directeur, il appartient, en exécution des trois arrêts du 26 novembre 2015, à ce dernier de vider les diverses réclamations des époux ...-... en tenant compte des enseignements à tirer desdits arrêts, les trois arrêts laissant subsister pour le surplus la possibilité pour les époux ...-... de solliciter l'effet suspensif par rapport à l'exécution des bulletins d'imposition litigieux auprès du bureau d'imposition compétent, conformément au paragraphe 251 AO, précité.

Les dispositifs des trois arrêts du 26 novembre 2015 sont partant clairs et ne renferment aucune contrariété ou ambiguïté. Il n'y a dès lors pas lieu de les interpréter.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par l'Etat est à rejeter, les conditions légales pour l'octroi d'une telle indemnité ne se trouvant pas réunies en l'espèce.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

dit qu'il n'y a pas lieu à interprétation ;

partant rejette la requête ;

rejette la demande de l'Etat en allocation d'une indemnité de procédure ;

met les dépens de la présente instance à charge des époux ...-....

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s.WILTZIUS

s.DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 27 May 2016

Le greffier en chef de la Cour administrative